



Présidentielle 2017

le dossier

L'après-présidentielle : que pouvons-nous anticiper ?

Quelles conséquences pour le Pacte civique ?

Proposition d'introduction au débat

Sans aller trop loin dans la politique-fiction, il est sans doute utile d'essayer d'anticiper un minimum ce qui nous attend pour les prochains mois.

Les législatives, mode d'emploi

Elles auront lieu les 11 et 18 juin. La campagne électorale se déroulera donc sur une durée de **5 semaines**.

Rappelons les règles qui régissent l'accès au second tour :

- les 2 candidats arrivés en tête sont qualifiés pour le second tour, quel que soit leur score ;
- les candidats désignés par au moins 12.5 % des inscrits sont également qualifiés.

Le taux d'abstention joue donc un rôle important sur la configuration du second tour (en particulier sur l'éventualité de triangulaires) : le 3^{ème} candidat doit obtenir, pour se qualifier :

- 18 % des suffrages exprimés si le taux d'abstention est de 30 %
- 21 % si le taux d'abstention est de 40 %
- 25 % si le taux d'abstention est de 50 %

Rappelons les taux d'abstention des 1^{ers} tours des dernières législatives :

2002 : 35.6 % - 2007 : 39.5 % - 2012 : 42.8 %.

C'est grâce à deux triangulaires que le FN a fait entrer Gilbert Collard et Marion Maréchal Le Pen à l'Assemblée nationale en 2012. Jusqu'à présent, le FN n'a jamais emporté d'élection « bipolaire », se heurtant à la tradition du « front républicain », qui l'a empêché, encore en 2015, de remporter certaines régions. Qu'en sera-t-il en 2017 ? Les triangulaires continueront à lui être très favorables, mais en outre, au niveau atteint maintenant par ce parti « dédiable », la digue républicaine pourrait bien céder à l'occasion de nombreux duels. En particulier, l'attitude des électeurs de droite face à un duel gauche - FN reste incertaine.

Les enjeux des législatives

Sur le plan strictement politique, nous distinguerons deux enjeux principaux :

1 - La constitution (ou non) d'une majorité présidentielle

Sur ce plan, 2017 pourrait nous réserver de nouvelles surprises. L'alignement systématique des législatives sur les résultats de la présidentielle, observé depuis l'instauration du quinquennat en 2002, pourrait bien voler en éclats. De plus, l'éventualité d'une « *chambre introuvable* » où

l'exécutif ne dispose que d'une majorité relative, n'est plus du tout exclue. Comment des institutions rôdées au bipartisme s'adapteront-elles à un jeu à 3, voire à 4 pôles ? Comment gouverner dans la durée en s'appuyant sur un Parlement éclaté ?

Cette question se posera avec plus ou moins d'acuité suivant la personnalité qui aura remporté l'élection présidentielle.

2 – Le rapport de force politique

Les élections législatives constituent le meilleur thermomètre des rapports de force entre partis politiques, mesurés en nombre d'élus, mais aussi en pourcentage des suffrages exprimés.

La situation présente de nombreuses - et souvent inédites - incertitudes ; entre autres :

- Le phénomène *Macron* saura-t-il s'incarner durablement dans un parti politique de type nouveau ?
- La droite déchirée par la candidature Fillon saura-t-elle se rassembler à nouveau ?
- Comment se recomposera une gauche divisée et laminée par une vraisemblable déroute à l'élection présidentielle ?

Les enjeux de l'après-élection

Ils sont multiples et cruciaux. Notre « *guide pour les élections 2017* », loin d'être exhaustif, recense déjà 10 thématiques importantes.

Mais une première précaution s'impose : nombre de ces enjeux essentiels, en particulier économiques, environnementaux, européens et internationaux, dépendent très largement des résultats d'une autre élection, celle des représentants au *Bundestag* allemand, qui aura lieu le 24 septembre 2017.

Un enjeu singulièrement important pour nous est celui de la mutation démocratique : la nouvelle configuration politique permettra-t-elle à notre démocratie de s'épanouir (à travers notamment une meilleure coopération entre le monde politique et la société civile), ou, au contraire, marquera-t-elle un recul démocratique et l'approfondissement des fractures de notre société ?

Un peu de politique-fiction : les 3 scénarios.

Un premier examen prospectif se limitera aux 3 scénarios retenus par tous les sondages, les chances d'une victoire d'un candidat de gauche à l'élection présidentielle apparaissant bien faibles. Bien entendu, les hypothèses que nous présentons, qui prolongent les tendances actuellement perçues, sont sujettes à caution et doivent être considérées avec beaucoup de circonspection.

1 – Victoire de Fillon

On peut s'attendre à une campagne législative marquée par une grande désaffection des électeurs, une forte dispersion de la gauche, un probable « retour au bercail » de la droite classique, de lourds nuages sur l'avenir de *En marche*, et un Front National plus démagogique que jamais.

L'hypothèse que nous privilégions est qu'à l'issue d'un scrutin battant des records d'abstention, le Président Fillon parvienne à constituer une majorité parlementaire. La gauche et *En marche* risquent d'en sortir très affaiblis, alors que le FN aura les moyens de constituer un groupe parlementaire puissant.

L'après-élection donnera un goût de déjà vu (alternance classique donnant le pouvoir à un gouvernement minoritaire et impuissant), avec, en pire, un Président méprisé et la perspective de conflits sociaux durs.

Globalement, les chances d'un renouveau démocratique apparaissent faibles dans un paysage politique fait de conflits et de défiance.

2 – Victoire de Macron

La campagne législative devrait connaître, dans la continuité du phénomène *Macron*, une certaine dynamique. La gauche se présentera plus éclatée que jamais. La droite classique, débarrassée du handicap Fillon, retrouvera-t-elle son unité ou une partie d'entre elle sera-t-elle tentée de rejoindre la dynamique présidentielle ? La partition du FN ne sera pas facile à jouer. A contrario, la mouvance citoyenne pourrait connaître un certain réveil.

L'hypothèse que nous retenons est qu'à l'issue d'un scrutin marqué par une faible abstention (donc de nombreuses triangulaires), le président Macron ne parvienne pas à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, divisée en 4 camps (FN, droite classique, *En marche*, et gauche). Il aura alors à choisir entre deux alternatives :

- négocier dans la foulée un compromis de gouvernement avec la gauche de la droite et/ou la droite de la gauche (solution à l'allemande), provoquant une importante recomposition du paysage politique ;
- gouverner sans majorité stable, en négociant chaque réforme avec l'un ou l'autre camp, ce qu'avait pratiqué, non sans un certain succès, Michel Rocard de 1988 à 1991.

Globalement, nous entrerons dans le temps du débat, de la négociation, de la recherche de compromis, dans une société sans doute un peu moins conflictuelle. Mais les choses n'avanceront pas vite !

3 – Victoire de Le Pen

Une campagne législative violente risque de diviser le pays. Face au danger, la gauche et *En marche* réussiront peut-être à faire bloc. L'attitude de l'électorat de droite est plus incertaine.

A l'issue d'un scrutin marqué par une faible abstention, il n'est pas certain que le FN réussisse à obtenir une majorité absolue à l'Assemblée. Tout dépendra de l'attitude de la droite et de ses électeurs, puis des élus issus des législatives, dont certains pourraient être tentés par une coopération avec le Front national.

L'après-élection sera marqué par une nouvelle campagne électorale, celle du référendum en faveur du *Frexit* (doublé d'un abandon de l'euro), que le Front national n'est pas certain de remporter.

A l'image de nos amis d'Outre-Atlantique, nous devons participer à la résistance citoyenne face aux tentatives destructrices du gouvernement, avec deux volets principaux : l'action juridique et la dénonciation des mensonges officiels. Il nous faudra aussi prévenir les risques de violence en réaction à un pouvoir inique mais légitimé par les urnes. Contrairement à ce qu'annonce la candidate, l'apaisement de notre société ne sera pas au rendez-vous !

Conclusion

Nos efforts visant à dissuader nos concitoyens tentés par le vote FN doivent se poursuivre, car ce parti constitue le danger principal pour notre démocratie, même dans l'hypothèse où sa candidate ne remporterait pas l'élection présidentielle.